

La Société Générale est prise dans le borbier russe

L'arrestation du patron de sa filiale Rosbank constitue un nouveau revers pour le groupe dans le pays

par AMÉLIE LAURIN

La Russie ne tient décidément pas ses promesses. Non seulement Rosbank peine à devenir un relais de croissance pour sa maison-mère, la Société Générale, mais son patron a été arrêté hier par la police russe. Vladimir Golubkov, président du directoire de Rosbank (photo), aurait été pris en flagrant délit de corruption. Le ministère russe de l'Intérieur le soupçonne d'avoir touché un pot-de-vin de 5 millions de roubles (123.000 euros environ) et d'avoir réclamé au total 1,5 million de dollars (1,17 milliard d'euros) en échange de l'octroi d'un prêt.

[Suite p.11](#)



Vladimir Golubkov en janvier 2013. Photo: Valery Leshchenko/Agf

► Bpifrance précise sa doctrine

PAR ANTOINE LANDROT

Nicolas Dufourcq présentait hier devant le Parlement la doctrine du nouvel établissement public. Les relations de Bpifrance avec l'APE seront clarifiées.

[Suite p.11](#)

Le hors-bilan de l'Etat dérape

Les engagements hors bilan de l'Etat ont été multipliés par huit depuis 2006. Ils s'élevaient à 3.100 milliards d'euros fin 2012, soit près de 150% du PIB, notamment sous le coup des garanties et engagements en capital de l'Etat vis-à-vis des fonds de secours européens.

[Suite p.2](#)

Une bataille en AG se profile chez PagesJaunes

Le conseil d'administration du groupe a rejeté la résolution de Guy Wyser-Pratte demandant son entrée au conseil afin de contrebalancer le poids jugé exagéré du fonds [Cerberus](#). Le raider dispose néanmoins du capital suffisant pour déposer cette résolution lors de l'AG du 5 juin.

[Suite p.7](#)

LA REVUE DE PRESSE

Thomas Cook lance une augmentation de capital [Sky News](#)
David Cameron hausse le ton sur les prix pétroliers [The Telegraph](#)
LBO France en quête d'un milliard d'euros [Financial Times](#)
Paris et Rome doivent réformer plus vite [NOZ](#)
Maurice Lévy fustige la politique étatisée de la France [Financial Times](#)

60 SECONDES

DERNIÈRE HEURE

- L'action Google franchit la barre des 900 dollars sur fond d'innovation dans la musique [p.19](#)
- L'économie japonaise retrouve le sentier de la croissance [p.19](#)

ECONOMIE ET MARCHÉS

- La récession de l'économie européenne prend un caractère structurel [p.2](#)
- L'Italie rallonge la maturité de sa dette [p.3](#)
- La volatilité du Bund reste dans une tendance baissière [p.3](#)
- Le marché de bureaux francilien continue de ralentir [p.4](#)
- L'immobilier de bureaux dans les pays périphériques reste sous pression [p.4](#)

EMETTEURS

- Arkema affiche sa confiance pour 2013 malgré un premier trimestre en baisse [p.7](#)
- ThyssenKrupp n'exclut pas de devoir faire appel au marché [p.8](#)
- TUI promet un dividende à moyen terme grâce à son plan de réduction des coûts [p.8](#)
- L'appétit de financement des collectivités par les assureurs ne se dément pas [p.9](#)

INDUSTRIE FINANCIÈRE

- HSBC taille encore plus dans ses coûts et ses effectifs [p.12](#)
- Julius Baer profite de l'intégration de la gestion privée de Merrill Lynch [p.12](#)
- La Maif s'adapte à la conjoncture en gelant ses tarifs auto [p.13](#)

L'ESSENTIEL

- Camouflet pour David Cameron sur l'Europe [p.15](#)
- Le FMI débloque un prêt pour Chypre [p.15](#)
- Cisco fait mieux que prévu sur les swaps [p.15](#)
- La CFTC fait des concessions sur les swaps [p.15](#)
- Le patron du fisc américain limogé [p.15](#)
- Contraction inattendue de l'indice Empire State [p.15](#)
- La bonne tenue de l'immobilier américain se confirme [p.16](#)
- Les actifs américains à long terme font moins recette [p.16](#)
- L'internationalisation du yuan gagne le private equity [p.16](#)
- Hong Kong revient en force sur les IPO [p.16](#)
- Ubisoft confiant pour 2013-2014 [p.16](#)

Les engagements hors bilan de l'Etat ont été multipliés par huit depuis 2006

Cette hausse n'est pas forcément liée à une augmentation des risques. La Cour des comptes recommande cependant la transparence et la vigilance

par SOLENN POULLENNEC

Les engagements hors bilan de l'Etat, qui donnent une idée des risques financiers supportés par ce dernier, ont significativement augmenté au cours des dernières années. Ils avaient atteint quelque 3.100 milliards d'euros à la fin de l'année 2012, soit près de 150% du PIB, notamment sous le coup des garanties et engagements en capital de l'Etat vis-à-vis des fonds de secours européens.

Même s'il n'y a théoriquement pas de limite aux engagements hors bilan, il appartient aux pouvoirs publics «*que leur niveau et leur évolution n'entament pas la crédibilité de la signature de l'Etat*» a souligné Raoul Briet, président de la 1^{re} chambre de la Cour des comptes, lors d'une audition devant la Commission des finances du Sénat hier. Ces engagements recouvrent pour la plus grande partie ceux liés à la retraite des fonctionnaires mais renvoient aussi aux garanties

apportées par l'Etat à des tiers, pour les dépôts sur les livrets réglementés, pour l'assurance-crédit [Coface](#), ou à des aides accordées par exemple dans le cadre de la politique de logement.

Ces engagements ont été presque multipliés par huit, depuis 2006, date à partir de laquelle ils ont été détaillés dans les documents budgétaires. Toutefois, «*le gonflement de la masse ne signifie pas*

150% du PIB à fin 2012

nécessairement un gonflement proportionnel du risque», fait remarquer Raoul Briet. L'augmentation des engagements s'explique pour une bonne partie par la baisse des taux et donc l'accroissement des engagements au titre des retraites. Des changements de normes comptables sont aussi intervenus sur la période.

Au-delà de ces évolutions, les engagements ont crû du fait de la garantie apportée par la France à [Dexia](#) ou de sa contribution aux fonds de secours européens. Julien Dubertret, directeur du budget a aussi expliqué qu'à l'heure où l'Etat resserre les cordons de sa bourse, il y a «*une tentation permanente d'utiliser la garantie comme une alternative au crédit budgétaire*», par exemple pour des partenariats publics-privés.

La Cour des comptes se félicite que, contrairement à la plupart des pays européens, la France ait fait la lumière sur ses engagements hors bilan - même si ceux de la Sécurité sociale ou des collectivités locales sont nettement moins identifiés. Les magistrats estiment cependant qu'il reste des efforts à faire pour collecter les informations sur le hors-bilan et suggèrent d'améliorer l'information du Parlement sur cette question.

2

La récession de l'économie européenne prend un caractère structurel

L'entrée de la France en récession et le calage de l'économie allemande ont entraîné un sixième trimestre consécutif de baisse du PIB en zone euro

par PATRICK AUSSANNAIRE

La zone euro ne sort pas la tête de l'eau. La France est officiellement entrée en récession avec un recul de son PIB de 0,2% au premier trimestre, le troisième sur les quatre derniers trimestres, après un repli identique constaté fin 2012. En cause: la consommation des ménages qui a retiré 0,1 point au PIB, ainsi que le commerce extérieur qui a retiré 0,2 point avec une baisse des exportations de 0,5% sur la période. Signes de la persistance de la faiblesse de l'activité: l'inflation, à 0,7% en avril, est tombée à son plus bas niveau depuis novembre 2009, et l'investissement s'est contracté de 0,9% sur le trimestre.

L'acquis de croissance de -0,3% pour l'année 2013 n'est pas encourageant, après une croissance nulle en 2012. Si Dominique Barbet, économiste de [BNP Paribas](#), estime que le crédit d'impôt

compétitivité-emploi et le déblocage de l'épargne salariale «*sont de nature à soutenir l'activité au deuxième semestre*», il alerte sur le fait que «*cela ne suffira peut-être pas pour compenser l'impact de la récession actuelle et éviter une baisse du PIB en 2013*».

Et la France ne peut pas compter sur ses partenaires européens. L'économie de la zone euro s'est contractée de 0,2%, pour le sixième trimestre consécutif. La locomotive allemande a calé avec une reprise de seulement 0,1% marquée par une nouvelle baisse des investissements, après une contraction du PIB de 0,7% au trimestre précédent. «*L'économie allemande ne reprend que lentement*», constate l'Office fédéral de la statistique. Quant aux Pays-Bas, longtemps montrés en exemple, ils restent en récession de 0,1%, alors que l'Italie encaisse son septième trimestre consécutif de baisse du PIB.

Dans ce contexte, la prévision de croissance de 0,1% maintenue hier par le gouvernement français est plus que jamais sujette à caution, menaçant l'objectif de ramener le déficit public à 3,7% du PIB fin 2013. L'AFT adjugera demain entre 7,8 et 9,2 milliards d'euros. Depuis le début de l'année, elle a émis un total de 87,2 milliards, soit près de 46,2% de son objectif annuel.

Pour le moment, «*les OAT françaises restent parmi les plus prisées au regard du ratio demande sur offre moyen réalisé depuis le début de l'année de 2,27*», estime [Natixis](#). Le taux moyen s'établit cette année à 1,47%, en nette baisse par rapport aux 1,84% enregistrés en 2012, et avec une maturité résiduelle moyenne sensiblement plus importante, de 8,6 ans, contre 7,7 années en 2012.

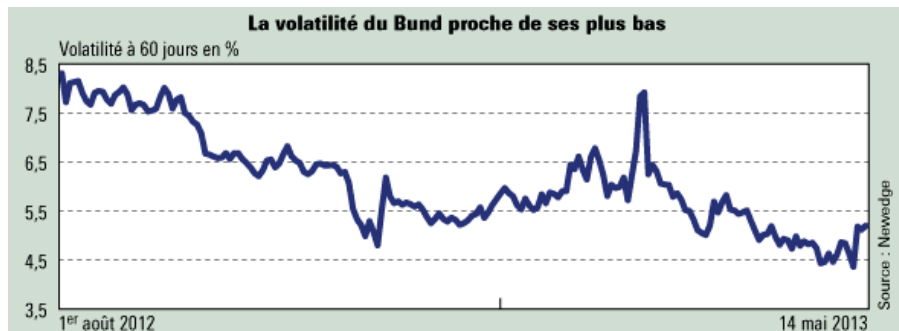
La volatilité du Bund reste dans une tendance baissière

La diminution des risques liés aux pays les plus fragiles de la zone euro a permis la poursuite du mouvement de baisse de la volatilité implicite

par HERVÉ LE TÉNO, NEWEDGE

Depuis le début de l'année, la volatilité implicite (VI) du Bund (60 jours) a continué d'évoluer dans une tendance baissière amorcée au second semestre 2012. D'un plus haut proche de 7% en février, elle est tombée à 4,35% après la baisse des taux de la BCE pour légèrement remonter ces derniers jours. La reprise de contrôle sur les dossiers grec et chypriote ainsi que le regain d'appétit des investisseurs pour les dettes souveraines des pays périphériques traduisent le retour d'un environnement plus serein favorisant la baisse de la volatilité sur le benchmark allemand.

En témoigne la convergence des volatilités observées entre les rendements du 10 ans allemand et américain. Le ratio des VI normalisées est aujourd'hui proche de 1 : la prime de risque que l'on observait ces deux dernières années sur les options Bund a totalement disparu. Pour autant, le



potentiel de baisse supplémentaire ne semble pas si important de part et d'autre de l'Atlantique. Le retour de la croissance aux Etats-Unis semble acquis et la fixation d'un nouvel objectif lié au taux de chômage pourrait contraindre la Fed à agir plus tardivement pour contrer le retour de l'inflation et exposer ainsi le marché obligataire à une forte poussée des rendements et de la volatilité. A cet égard les soubresauts spectaculaires du marché obligataire japonais pourraient servir d'exemple.

L'annonce du nouvel objectif de la BoJ de porter la croissance des prix autour de 2% a entraîné un repricing violent des anticipations inflationnistes, ce qui apparaît à travers les points morts sur les JGB indexés. Ce mouvement s'est accompagné d'un doublement des rendements à 10 ans depuis le mois d'avril, de 0,40% à 0,85%, et d'une explosion de la VI, de 2% à plus de 6%.

herve.leteno@newedge.com

L'Italie rallonge la maturité de sa dette

Le pays a syndiqué son premier emprunt à 30 ans depuis 2009. Sur 2013, près de 18% de ses émissions à moyen long terme l'ont été sur 15 ans ou plus

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Italie, terre de contrastes. Pendant que le pays faisait état hier de son septième trimestre consécutif de contraction du PIB (-0,5% entre décembre 2012 et mars 2013), selon des statistiques préliminaires qui seront détaillées le 10 juin, le Trésor italien a émis avec succès son premier emprunt (BTP) à 30 ans depuis septembre 2009. La politique de rallongement de la maturité de la dette est donc sur de bons rails.

Les investisseurs se sont pressés pour acheter les nouveaux titres de maturité septembre 2044, alors que le point le plus éloigné de la courbe italienne était jusqu'à présent 2040, le précédent benchmark, que le Trésor avait abondé en début d'année. La demande finale a atteint 12,7 milliards d'euros en incluant les ordres des *primary dealers*,

permettant au Trésor de lever 6 milliards. L'annonce, le 14 mai au soir, de l'opération, après le succès de la syndication à 10 ans de l'Espagne, avait entraîné une remontée des taux italiens, un processus classique. Les titres ont finalement été placés avec une prime de 13 points de base au-dessus du rendement des BTP 2040. Celui-ci évoluait autour de 4,80% hier matin, soit la moyenne des taux 30 ans italiens depuis la création de l'euro. [BNP Paribas](#), [Citigroup](#), [Deutsche Bank](#), [UBS](#) et [UniCredit](#) ont dirigé la syndication.

Maria Cannata, la directrice du Trésor italien, avait réaffirmé mi-avril sa [volonté d'émettre rapidement à 30 ans](#), et de faire remonter à 7 ans, contre 6,5 ans aujourd'hui, la maturité moyenne de la dette. Une maturité qui a baissé en 2011 et 2012. Le pays avait alors dû emprunter davantage à court terme en raison de la crise des dettes souveraines

en zone euro qui lui fermait l'accès aux maturités plus longues.

« Depuis le début de l'année, l'Italie a émis environ 13 milliards d'euros à 15 ans et plus, une amélioration significative par rapport aux années précédentes », rappelaient les stratèges taux d'UniCredit avant la syndication à 30 ans. Cela représentait environ 14% des emprunts à moyen long terme du pays réalisés en 2013, une proportion qui est passée à près de 18% hier. Outre l'amélioration générale du climat sur les marchés, de fortes tombées et paiements de coupons à réinvestir ont soutenu la demande de papier italien. Rome, qui prévoit d'émettre 230 milliards d'euros à moyen long terme cette année, a réalisé quasiment 50% de son programme.

Le marché de bureaux francilien continue de ralentir

La demande placée a reculé de 6% en avril sur douze mois glissants. L'absence de grosses transactions pèse dans un contexte économique morose

par KRYSTÈLE TACHDJIAN

L'attentisme continue de régner sur le marché immobilier de bureaux francilien. Après une chute du volume des transactions au premier trimestre sur un an, la tendance ne s'est pas inversée le mois dernier. En avril, la demande placée a reculé de 6% sur 12 mois glissants avec 2,2 millions de m², selon les données fournies par [BNP Paribas Real Estate](#). Le marché souffre toujours du manque de grandes transactions supérieures à 5.000 m².

«Le repli de l'activité concerne tous les secteurs géographiques sauf le quartier central des affaires parisien qui profite toujours d'un vivier de petites transactions. La baisse est la plus forte dans le croissant Ouest tandis que le quartier de La Défense a plutôt bien résisté (recul de 4%) aidé par plusieurs transactions significatives», explique Morgane Lelièvre, chargée d'études sur l'immobilier de bureaux en Ile-de-France chez [BNP Paribas Real Estate](#). Le

Transactions de bureaux en Ile-de-France*		
	Mai 2013	Variation trimestrielle
Total Ile-de-France (m ²)	2.203.600	↓
- dont supérieures à 5.000 m ²	45 %	↓
- dont Paris QCA	15 %	=
Loyer facial moyen Paris QCA - neuf (€/m ² /an)	701	↓
Loyer facial moyen Paris QCA - seconde main (€/m ² /an)	511	=

* glissement sur 12 mois

Source : BNP Paribas Real Estate Research/Immostat-IPD

quartier central des affaires fait le dos rond mais le niveau des transactions reste toutefois bien en dessous de la moyenne des dix dernières années.

La croissance économique en berne et la dégradation de la situation sur le front de l'emploi devraient conduire à une baisse des transactions cette année. Le volume devrait se situer autour de 2 millions de m² contre 2,4 millions de m² l'an passé, selon les estimations de [BNP Paribas Real Estate](#). «A l'avenir, dans un contexte toujours chahuté, il y aura

d'intéressantes opportunités à saisir pour les entreprises à la recherche de bureaux et de productivité avec la possibilité de s'installer dans de très beaux immeubles, dotés des dernières certifications environnementales, à des niveaux de loyers particulièrement attractifs», souligne cependant [Jones Lang Lasalle](#).

L'immobilier de bureaux dans les pays périphériques reste sous pression

Les transactions en Europe ont reculé de 4% au premier trimestre sur un an. Milan continue d'être le marché le plus touché par la récession

par KRYSTÈLE TACHDJIAN

La crise économique continue de peser sur les volumes de transactions de bureaux (vente ou location d'immeuble) en Europe. Le repli observé l'an dernier s'est poursuivi au premier trimestre 2013. Les transactions dans les 9 principaux marchés d'Europe dont Paris, Londres, Milan, Madrid, ou encore Bruxelles ont affiché un léger repli de 1% sur les trois premiers mois de l'année par rapport au quatrième trimestre 2012, selon [BNP Paribas Real Estate](#). Si l'on compare au premier trimestre 2012, la baisse atteint 4%. La situation reste très contrastée entre pays. Alors que Paris ralentit, la demande placée s'est inscrite en hausse sur le marché londonien grâce notamment à une grosse transaction réalisée en début d'année. L'Allemagne rattrapée par la crise a vu ses marchés d'immobilier de bureaux se contracter sur le trimestre par rapport à la même période de 2012.

La récession et le nombre moins élevé

Marché des bureaux en Europe*			
		Avril 2013	Variation trimestrielle
«Central Paris» **	Transactions (m ²)	1.888.655	↓
	Loyer 'prime' (€/m ² /an)	810	↓
«Central London»	Transactions (m ²)	969.423	↑
	Loyer 'prime' (€/m ² /an)	1.328	↑
Francfort	Transactions (m ²)	740.000	↑
	Loyer 'prime' (€/m ² /an)	396	=
Madrid	Transactions (m ²)	501.000	↓
	Loyer 'prime' (€/m ² /an)	450	↑

* glissement sur 12 mois, ** Paris Ile-de-France moins la 2^e Couronne

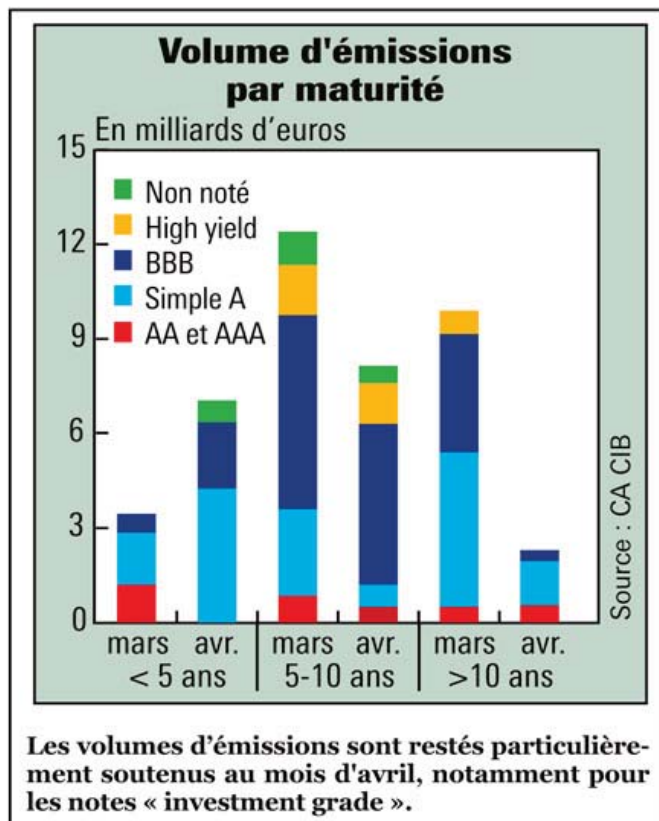
Source : BNP Paribas Real Estate

de grandes opérations ont eu un impact défavorable. «Milan continue d'être le marché le plus touché par la récession et le déclin du marché de l'emploi», souligne Zsolt Nenkov, analyste chez [BNP Paribas Real Estate](#) et auteur de l'étude. A Madrid, plusieurs grandes opérations ont fait bondir de 10 % le volume de transactions au premier trimestre sur un an. «Cela ne peut toutefois pas être considéré comme un retournement de marché, et le niveau actuel d'opérations reste encore significativement en

dessous de la moyenne de long terme», précise Zsolt Nenkov. Du côté des investissements en revanche, la tendance reste positive. Dans les grandes capitales, ils ont bondi au premier trimestre de 20% par rapport à la même période de l'an dernier à 35,3 milliards d'euros, essentiellement à Londres, Paris, et dans les principales villes allemandes.

Les volumes restent élevés

Chaque jeudi, L'Agefi livre ses indicateurs clés de crédit pour suivre l'évolution des marchés. Cette semaine : la dette non financière



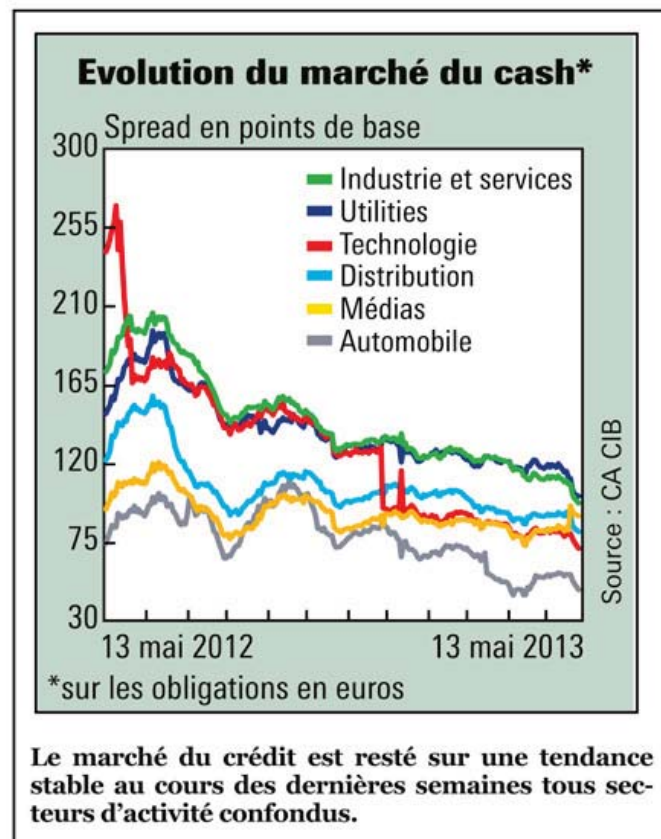
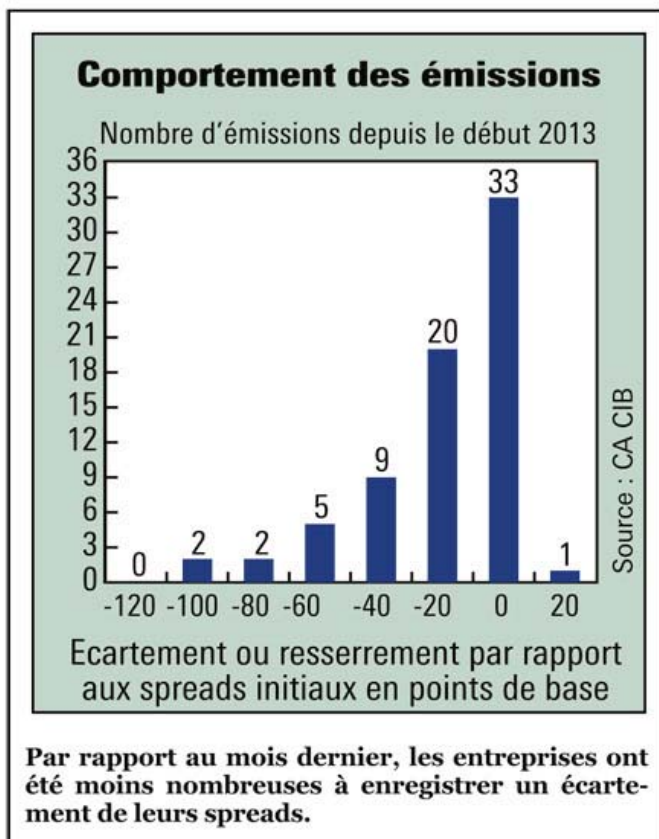
Palmarès des CDS en Europe*

Les plus forts resserrements

Société	Spread au 14/05 (en pb)	Variation en %	Variation (en pb)
Finmeccanica	292	-21	-81
Enel	180	-27	-66
Xstrata	97	-33	-48
Iberdrola	149	-24	-48
Gas Natural	151	-23	-47
Atlantia	153	-23	-47
PostNL	241	-12	-35
Marks and Spencer	176	-15	-31
Ahold	83	-27	-31
Rentokil	157	-16	-31

*CDS sur la dette senior, variation entre le 14 avril 2013 et le 14 mai 2013
Source : Markit

Tous les émetteurs ont vu leur prime de risque se rétrécir au cours des dernières semaines essentiellement dans les pays périphériques





RENCONTRE D'ACTUALITÉ MATIÈRES PREMIÈRES 2013

Panorama des avancées réglementaires et opportunités d'allocation pour les investisseurs

JEUDI 23 MAI 2013 - DE 17H À 19H30

Centre de conférences Capital 8
32 rue de Monceau – 75008 Paris

> Les débats seront animés par Florent Berthet, rédacteur en chef, agefi.fr
et Guy Marchal, rédacteur en chef adjoint, L'Agefi Hebdo

17h00 – 17h50 Tour d'horizon et évolution des grands marchés de matières premières Des sous-jacents multiples pour une classe d'actifs hétérogène

- Joel R. Couse, directeur analyse de marchés, trading shipping, TOTAL SA
- Patrick Legland, directeur de la recherche mondiale, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
- Philippe Chalmin, professeur d'histoire économique, UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE, président fondateur, CYCLOPE
- Benjamin Louvet, associé gérant, PRIM' FINANCE

17h50 – 18h30 Vers un encadrement plus strict des marchés de matières premières : point sur les projets de régulation dans le monde Comment limiter la spéculation, prévenir les abus de marché et permettre une juste valorisation des actifs ?

- Dominique Depras, directeur - Infrastructure des Marchés, AMAFI
- Benoît Gourisse, director of european policy, ISDA
- Stéphane Fekir, Policy officer, COMMISSION EUROPEENNE

18h30 – 19h30 Comment intégrer les matières premières dans votre allocation d'actifs ? Panorama des supports d'investissement pour vous exposer à cette classe d'actifs

- Frédéric Lasserre, founding partner, BELACO CAPITAL
- Alexandre Piazza, responsable des investissements, MIF ASSURANCES
- Franck Nicolas, directeur investissement et solutions clients, NATIXIS ASSET MANAGEMENT
- Emmanuel Sales, directeur général, FINANCIÈRE DE LA CITÉ

Les débats seront suivis d'un cocktail

Bulletin d'inscription

A retourner à L'AGEFI SEMINAIRES - Dii agency - 164 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Accompagné de votre règlement à l'ordre de Development Institute International

GMP1305

Nom : Prénom :
Fonction : Société :
Adresse :
CP : Ville : Pays :
Tél : Fax :
E-mail : N°TVA intracommunautaire (impératif) :

ACCÈS GRATUIT POUR LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS (caisses de retraite, institutions de prévoyance, mutuelles, compagnies d'assurances, hors activité de gestion pour compte de tiers, corporates)

Participation aux frais : 490,00 € HT (soit 586,04 € TTC) pour tout règlement après le 13 mai 2013

Tarif spécial : -100 € HT de réduction pour tout règlement avant le 13 mai 2013
soit 390 € HT (soit 466,44 € TTC)

La facture tient lieu de convention simplifiée de formation professionnelle

Renseignements et inscriptions :

Tél. : 01 43 12 85 55 - Fax : 01 40 06 95 26 - e-mail : info-seminaire@agefi.fr

Signature & cachet de l'entreprise :

L'AGEFI

L'intelligence financière au quotidien

G. Wyser-Pratte déposera ses résolutions malgré l'opposition de PagesJaunes

L'homme d'affaires dispose du nombre d'actions suffisant pour se présenter en AG, malgré le rejet du conseil d'administration du groupe

par OLIVIER PINAUD

Le conseil d'administration de PagesJaunes a rejeté sans surprise et à l'unanimité les résolutions de Guy Wyser-Pratte demandant sa nomination, ainsi que celle de son associé Pierre Nollet, au conseil d'administration du groupe. Avec six administrateurs indépendants sur onze, le conseil estime respecter les bonnes pratiques du gouvernement d'entreprise. Pour autant, PagesJaunes ne pourra pas s'opposer à la présentation des résolutions lors de l'assemblée générale du 5 juin. En achetant 0,85% du capital du groupe, Guy Wyser-Pratte s'est positionné juste au-dessus du seuil de 0,84% indispensable pour déposer une résolution chez PagesJaunes.

L'AG du 5 juin promet donc un joli «*proxy fight*», une bataille de droits de vote. Guy Wyser-Pratte espère d'ici là mobiliser suffisamment d'actionnaires minoritaires pour s'opposer au fonds

américain [Cerberus](#), devenu le premier actionnaire de la société de renseignements par le jeu de la restructuration du holding de tête Médiannuaire. L'homme d'affaires estime qu'avec trois administrateurs, [Cerberus](#) dispose d'un poids exagéré au conseil alors que les autres actionnaires n'ont aucun représentant direct, sinon les indépendants.

Le contrôle de Cerberus est contesté

Le combat est pour l'instant disproportionné. Après avoir racheté une grande partie de la dette de Médiannuaire, [Cerberus](#) s'est indirectement retrouvé à la tête de 18,49% du capital de PagesJaunes lors de la conversion des créances du holding en actions. Mais son poids est bien supérieur. Profitant opportunément de la disposition

sur les droits de vote double dont bénéficiait Médiannuaire du fait de son ancienneté au capital de PagesJaunes, [Cerberus](#) contrôle 27,94% des droits de vote. Le fonds n'est pourtant actionnaire du groupe que depuis quelques semaines.

La position des autres créanciers initiaux de Médiannuaire, qui ont également obtenu des actions PagesJaunes lors de la restructuration du holding, fait également s'interroger Guy Wyser-Pratte. Tous les créanciers devenus actionnaires contactés ont indiqué qu'ils ne pouvaient pas suivre l'action de Guy Wyser-Pratte.

Ce qui laisse supposer que l'accord privé de restructuration conclu entre les différents créanciers et les actionnaires originels de Médiannuaire, KKR et [Goldman Sachs](#), contient une clause de vote dans la même direction que [Cerberus](#). Ce qui renforce encore le contrôle du fonds américain.

Arkema affiche sa confiance pour 2013 malgré un premier trimestre en baisse

Le chimiste mise sur les bonnes conditions de marché en Amérique du Nord et sur une amélioration en Asie. Le groupe passe dans le rouge avec Kem One

par BRUNO DE ROULHAC

Prudent mais confiant, [Arkema](#) compte «*réaliser une année très solide*». Des propos qui ont suffi à rassurer le marché, l'action caracolant en tête du SBF 120 hier, en hausse de 6,90% à 77,95 euros. Conformément à ses habitudes le groupe chimique ne dévoile pas encore de prévisions chiffrées pour l'ensemble de l'exercice.

A ce stade, le consensus Bloomberg table sur un résultat net courant de 443 millions d'euros (441 millions en 2012) pour 1 milliard d'Ebitda (996 millions l'an dernier) et 6,5 milliards de chiffres d'affaires (6,4 milliards en 2012). [Arkema](#) se borne pour le moment à réitérer ses objectifs 2013 : 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires pour une marge d'Ebitda de 16% (15,6% en 2012) et un ratio d'endettement qui reste inférieur à 40%.

Le groupe anticipe des conditions de

marché toujours contrastées sur l'ensemble de l'exercice, avec un environnement solide en Amérique du Nord (35% des ventes au premier trimestre), un contexte toujours difficile en Europe et quelques signes d'amélioration en Asie malgré une croissance plus lente que prévu. En 2012, [Arkema](#) avait réalisé 40% de ses ventes en Europe, 34% en Amérique du Nord, 21% en Asie et 5% dans le reste du monde, et vise une répartition en trois tiers en 2013 : Europe (35%), Amérique du Nord (35%) et Asie-Reste du monde (30%).

Au deuxième trimestre, les pôles Spécialités Industrielles et Coating Solutions devraient rester bien orientés. Sur les trois premiers mois de l'année ils ont respectivement amélioré leur marge d'Ebitda de 0,9 point à 19,3%, et de 0,5 point à 13,7%.

Les performances de la division Matériaux Haute Performance devraient

évoluer dans la continuité du premier trimestre, mais s'améliorer sur la seconde partie de l'année. Au premier trimestre, sa marge opérationnelle (Ebitda) s'est effondrée de 3,5 points à 15,6%.

Au global, la marge d'Ebitda d'[Arkema](#) a reculé de 0,6 point à 15% au premier trimestre - pour des ventes en baisse de 3,7% et un Ebitda en recul de 7,5% - tandis que le groupe passe dans le rouge, avec une perte nette de 30 millions d'euros en raison de la charge exceptionnelle de 125 millions liée à la mise en redressement judiciaire de [Kem One](#), cédée en juillet 2012 au groupe Klesch. Ce dernier réclame 310 millions d'euros de dommages et intérêts dans le cadre d'une procédure d'arbitrage engagée en mars dernier.

ThyssenKrupp n'exclut pas de devoir faire appel au marché

Malgré la cession qu'il juge prochaine de Steel Americas, les fonds propres du sidérurgiste allemand s'affaiblissent dangereusement

par YVES-MARC LE REOUR

La profonde restructuration de ThyssenKrupp compromet désormais sa solidité financière. Laminé par une baisse de la demande dans la construction et l'automobile ainsi que par la concurrence des producteurs chinois, le bénéfice d'exploitation ajusté du sidérurgiste allemand a chuté d'un tiers à 241 millions d'euros entre janvier et mars, deuxième trimestre de son exercice finissant le 30 septembre prochain.

Bien que la perte opérationnelle de Steel Americas ait été réduite à 12 millions d'euros (contre -228 millions un an plus tôt), une dépréciation de 683 millions afférente à cette division a abouti à une perte nette de 656 millions sur la période, en hausse de 11,8% d'une année sur l'autre. En excluant Steel Americas et d'autres filiales mises en vente, les comptes restent dans le rouge mais la perte nette est ramenée de 164 à

89 millions. L'action a reculé hier de 1,7% pour terminer à 14,8 euros.

Le groupe a précisé qu'il n'espérait plus stabiliser son chiffre d'affaires autour de 40 milliards d'euros sur l'ensemble de l'exercice, après une baisse de 11% au deuxième trimestre pour les activités maintenues. Confirmant un bénéfice d'exploitation annuel ajusté d'un milliard d'euros sur

Une dépréciation de 683 millions d'euros sur Steel Americas

ses activités poursuivies (contre 1,4 milliard en 2011-2012), le directeur général Heinrich Hiesinger n'exclut pas «une augmentation de capital au cours durant les 6 à 9 prochains mois», en raison des «ressources limitées du bilan de l'entreprise». Ses fonds propres ne représentaient plus que 9,5% de son total de bilan au 31 mars dernier.

Hans-Peter Wodniok, analyste chez Faïresearch à Francfort, s'alarme d'une «accélération globale de la baisse des ventes, à l'exception des ascenseurs et des composants industriels». Si la cession de Steel Americas, qui regroupe ses aciéries au Brésil et au Etats-Unis, devrait être prochainement signée, le groupe allemand a indiqué être toujours en négociation avec plusieurs acheteurs potentiels sur ce dossier. La valeur comptable de la division a désormais été ramenée à 3,4 milliards d'euros.

La réorganisation en cours de ses activités, qui passe par une diminution du nombre de ses divisions, se traduira également durant les 3 prochaines années par une réduction de 20% du nombre de salariés affectés à des tâches administratives, sur un total de 15.000 personnes actuellement employées dans ce type de fonctions.

8

TUI promet un dividende à moyen terme grâce à son plan de réduction des coûts

Le groupe de tourisme vise un résultat opérationnel de 1 milliard d'euros, et une trésorerie positive de 100 millions d'euros en 2015

par BRUNO DE ROULHAC

TUI réduit ses coûts. A l'occasion de ses résultats semestriels, le groupe de tourisme vient de lancer un plan d'action baptisé «oneTUI» dont l'objectif est de «maximiser la valeur de nos actifs existants et rendre capable TUI de verser un dividende», a déclaré Friedrich Joussen, président du directoire du groupe allemand depuis le mois de février. Le dernier dividende remonte à 2007 avec un coupon de 0,25 euro.

Le groupe allemand veut restructurer ses activités qui sous-performance et optimiser l'intégration verticale, afin d'augmenter le cash flow. Actuellement en trésorerie négative, TUI compte atteindre un solde positif de 100 millions d'euros en 2014-2015. Dans cette perspective, la contribution au cash flow des activités d'hôtellerie et de croisière croîtra «significativement». A terme, ces deux métiers assureront près de la

moitié du cash du groupe, a expliqué hier Friedrich Joussen. Fort de cette amélioration attendue, TUI a l'intention de distribuer environ 50% du cash flow net aux actionnaires sous forme de dividende.

En parallèle, le groupe se fixe pour objectif de réduire les coûts de holding de 73 millions en 2011-2012 à 45 millions à moyen terme, soit une baisse de 40%. Les coûts de consultants et de sponsoring seront considérablement réduits ou arrêtés, tandis que les effectifs du siège passeront de 186 à moins de 100, prévient Friedrich Joussen. Avec le remboursement des dettes financières, les intérêts ne devraient plus peser que de 45 à 65 millions d'euros à terme, contre 160 millions en 2011-2012.

Grâce à ces mesures, TUI vise un résultat opérationnel (Ebita récurrent) d'environ 1 milliard d'euros pour son exercice clos fin septembre 2015, contre 746 millions en 2011-2012.

«A première vue, le plan 'oneTUI' semble prometteur, en particulier sur l'intégration verticale du groupe, note Equinet. Cependant, nous n'avons pas l'impression qu'une fusion avec TUI Travel est à l'ordre du jour à court terme». Au début de l'année, TUI avait renoncé à lancer une offre sur les minoritaires de TUI Travel, qu'il ne détient qu'à hauteur de 56%, estimant qu'une offre d'échange de titres ne serait pas intéressante. La situation semble rester la même, TUI Travel gagne 33% sur les six derniers mois tandis que TUI Travel prend 42%.

En attendant, TUI vient de relever son objectif annuel d'Ebita, tablant désormais sur une hausse par rapport au niveau record de 746 millions enregistré en 2011-2012

L'appétit de financement des collectivités par les assureurs ne se dément pas

Sollicités par les investisseurs à la recherche de rendement, de plus en plus de régions ou de villes optent pour des placements privés

par OLIVIER PINAUD

La constitution de la Société de financement local (Sfil) ou de l'agence des collectivités locales n'a pas ralenti l'intérêt des régions, des départements ou des villes pour les émissions obligataires par placement privé. Ces dernières profitent pleinement de l'appétit toujours aussi fort des investisseurs institutionnels pour ces titres.

«Compte tenu d'importantes liquidités dans un environnement de taux très bas, les assureurs et caisses de retraites sont nombreux à s'intéresser aux émissions des collectivités locales. D'autant que pour un niveau de risque maîtrisé, ils obtiennent de bons spreads par rapport aux obligations du Trésor», explique Jérôme Pellet, directeur marché de dette et de capitaux chez HSBC, qui vient de réaliser deux récentes opérations pour les régions Provence-Alpes-Côte-

d'Azur (Paca) et Nord-Pas-de-Calais. Selon lui, la difficulté consiste plus aujourd'hui à répondre à la demande de ces investisseurs et donc à trouver de bons émetteurs.

Quatorze collectivités ont émis des obligations depuis le début de l'année, pour la plupart réservées à une poignée d'investisseurs institutionnels, voire à un

Des spreads de plus en plus serrés

seul, comme dans le cas de Paca. Plusieurs «primo émetteurs» pourraient s'aventurer sur ce marché dans les prochaines semaines, comme l'avait fait l'an dernier par exemple le département de l'Oise. Une fois connus des investisseurs les émetteurs peuvent alors plus facilement revenir sur le marché.

Selon Jérôme Pellet, «la gestion du

crédit in fine est relativement nouvelle pour ce type d'émetteurs qui doivent apprendre à gérer les pics de remboursements. Les émissions sont donc souvent découpées en plusieurs tranches, réparties dans le temps, afin de lisser les échéances». La récurrence permet également d'obtenir de meilleures conditions de financement. En quelques mois, la région Paca a ainsi réussi à resserrer le spread par rapport à l'OAT de 85 à 29,5 points de base.

A la différence des émetteurs corporate, les collectivités locales optent en règle générale pour une notation avant de réaliser leur placement privé. Notamment pour des raisons de coûts. Selon le niveau de notation implicite et la maturité de l'émission, une collectivité locale non notée risque de devoir s'affranchir de 150 à 250 points de base supplémentaires.

9

Les collectivités locales affluent sur les placements privés

Emetteur	Date	Montant (en mns €)	Maturité (en années)	Instrument	Spread	Coupon	Arrangeur
Région PACA	13/05/2013	20	30	Obligation	OAT +0,295 %	3,30 %	HSBC
Nord-Pas-de-Calais	07/05/2013	20	25	Obligation	OAT +0,49 %	3,25 %	HSBC
Ubisoft	06/05/2013	40	5	Obligation	NC	3,04 %	CA CIB, SG CIB
Val-d'Oise	02/05/2013	6,5	5	Obligation	OAT +0,65 %	1,33 %	Oddo
Région Champagne-Ardenne	15/04/2013	15	8	Obligation	NC	2,28 %	Natixis
Région Champagne-Ardenne	15/04/2013	15	10	Obligation	NC	2,75 %	Natixis
Steria	10/04/2013	180	6,25	Obligation	MS +3,185 %	4,25 %	SG CIB
Orpéa	10/04/2013	33	6,1	Obligation	NC	4,60 %	CA CIB
Ville de Marseille	09/04/2013	40	10	Obligation	NC	3,00 %	Natixis
Soufflet	28/03/2013	20	6,7	Obligation	MS +3,26 %	4,25 %	SG CIB
Eurosic	27/03/2013	125	6	Obligation	MS +2,89 %	3,95 %	CA CIB, CM-CIC, Natixis
Lactalis	25/03/2013	172	6,7	Obligation	MS +2,56 %	3,75 %	CA CIB, HSBC, Natixis, SG CIB
Foncière Atland	08/03/2013	5	5	Obligation	NC	5,50 %	CM-CIC
Akka	01/03/2013	100	5 ans et 4 mois	Obligation	MS +3,25 %	4,45 %	CM-CIC / Natixis
LFB	22/02/2013	50	6	Obligation	MS +2,65 %	3,85 %	Natixis
Laurent Perrier	21/02/2013	15	5 ans et 313 jours	Obligation	MS +2,55 %	3,75 %	Kepler

Source : L'Agefi



MGI COUTIER SA
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 21 392 832 Euros

Siège social : 975 Route des Burgondes
F – 01410 CHAMPFROMIER – France
344 844 998 RCS Bourg-en-Bresse

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire qui se tiendra le :

Jeudi 27 JUIN 2013 à 14 h 30

dans les locaux de **MGI COUTIER SA**, au siège social sis **975, Route des Burgondes à CHAMPFROMIER – 01410 – France**.

L'ordre du jour et le texte des projets de résolutions sont publiés au BALO N°58 du 15 mai 2013.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès de Monsieur JL THOMASSET à l'adresse ci-dessous.

Conformément à l'article R 225-83 les documents préparatoires à l'assemblée sont tenus à disposition au siège social auprès de :

Jean-Louis THOMASSET – MGI COUTIER SA
975, Route des Burgondes à 01410 CHAMPFROMIER – FRANCE
Tél. 33 04 50 56 98 05 - Fax 33 04 50 56 95 45

ACTUS FINANCE

Actus Lyon : Amalia Naveira - Tél : 04 72 18 04 93 - anaveira@actus.fr

10

ACTUALITE DES ENTREPRISES

Assemblées Générales

BNP Paribas, Eurotunnel, JCDecaux : AG le 15/05/2013
Essilor, Air France-KLM, ADP, Mersen : AG le 16/05/2013
Total, Michelin : AG le 17/05/2013

Résultats

Scor : Résultats trimestriels le 15/05/2013
Allianz : résultats trimestriels le 15/05/2013
ThyssenKrupp : résultats trimestriels le 15/05/2013
EasyJet : résultats semestriels le 15/05/2013
Cisco Systems : résultats trimestriels le 15/05/2013
Ubisoft : Résultats annuels le 15/05/2013
KBC : résultats trimestriels le 16/05/2013
Zurich Insurance Group : résultats trimestriels le 16/05/2013

Wal-Mart Stores : résultats trimestriels le 16/05/2013
Ryanair Holdings : résultats trimestriels le 17/05/2013
Best Buy : résultats trimestriels le 21/05/2013
Home Depot : résultats trimestriels le 21/05/2013
Dell : résultats trimestriels le 21/05/2013
Hewlett-Packard : résultats trimestriels le 21/05/2013

SCOR Global Investments
"Your gateway to unconventional beta"
SCOR Global Investments SE | +33 1 53 64 65 26 www.scor-gi.com
Société de gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP09000006

Bpifrance se laisse du temps pour ses dividendes et ses rendements

Nicolas Dufourcq présentait hier devant le Parlement la doctrine du nouvel établissement public. Ses relations avec l'APE seront clarifiées

par ANTOINE LANDROT

Nicolas Dufourcq, directeur général de la Banque publique d'investissement (Bpifrance), présentait en audition devant les parlementaires la doctrine de l'institution financière.

L'ex-numéro deux de Cap Gemini est revenu sur son périmètre d'intervention: investisseur minoritaire actif, sans limite de taille ni de stade d'investissement (des TPE aux ETI, plus rarement les grandes entreprises), dans tous les secteurs à l'exception de l'immobilier, des infrastructures, de la banque, de la presse et des instituts de sondage. Toute exception fera l'objet d'une décision unanime du conseil d'administration.

L'institution a prévu «d'investir 9,2 milliards d'euros en direct au capital d'entreprises françaises entre 2013 et 2017, dont 1,7 milliard dans le pôle consacré aux PME, 500 millions dans le capital-risque et 7 milliards dans les ETI et exceptionnellement les grandes

entreprises», a déclaré Nicolas Dufourcq. Dans la dernière catégorie, entre 3 et 4 milliards d'euros seront sanctuarisés pour les seules ETI sous forme d'un FCPR. Par ailleurs, 2,7 milliards d'euros seront consacrés à l'investissement indirect (via des fonds).

Bpifrance sera également en mesure de racheter des sociétés sous LBO (pour éviter que celles-ci ne passent sous

Un rendement moyen de 6% pour le FSI

contrôle étranger) et d'accompagner des opérations de retournement, confirmant les propos tenus le 10 avril dans [L'Agefi Quotidien](#). Concernant la possibilité d'actions de concert entre Bpifrance et l'Agence des participations de l'Etat (APE), son actionnaire, Nicolas Dufourcq a annoncé que le responsable de l'APE, David Azéma, travaillait à l'élaboration d'un projet de doctrine sur le sujet.

La politique de dividendes de Bpifrance sera fixée au printemps 2014. «Nous avons expliqué aux pouvoirs publics l'intérêt d'attendre une année pleine d'exercice avant de prendre une décision. Le niveau des dividendes dépend notamment des dotations budgétaires de l'Etat. Ainsi, rien n'était prévu pour les garanties dans le budget 2013», explique Nicolas Dufourcq.

Corollaires des dividendes, les objectifs de rendement seront précisés au terme des discussions avec les actionnaires. «Entre 1995 et 2011, le rendement moyen de [CDC Entreprises](#) atteint 2%. C'est un rendement de mission d'intérêt général: on ne peut aller plus bas, car Bpifrance a une activité importante d'amorçage et de capital-risque. Le rendement moyen du [FSI](#) est de 6%. Nous travaillons sur cet ordre de grandeur», précise Nicolas Dufourcq.

11

La Société Générale est prise dans le borbier russe

Suite de la première page

par AMÉLIE LAURIN

Vladimir Golubkov a été interpellé au siège de la banque. [Une vidéo diffusée sur internet](#) montre l'arrivée d'une unité spéciale de la police puis le patron de Rosbank, debout derrière son bureau jonché de liasses de billets. L'une de ses adjointes, également arrêtée, les aurait reçus en mains propres d'une entreprise automobile russe. Celle-ci aurait collaboré au coup de filet après avoir déjà versé 1,2 million de dollars de commissions.

«Il a été établi que le président du directoire réclamait 1,5 million de dollars au représentant d'une société commerciale pour prolonger son accord de crédit et pour conclure un nouvel accord avec un taux d'intérêt et des mensualités moins importants», indique le ministère de l'Intérieur russe dans un communiqué. Vladimir Golubkov était entré chez Rosbank en 1999. Il a gravi les échelons jusqu'à en prendre la tête en 2008.

Véridique ou coup monté, cette affaire intervient alors que les autorités russes ont engagé une lutte contre la corruption qui touche, pour la première fois, un dirigeant de banque. Elle tombe très mal pour la Société Générale qui a continué à miser sur le pays, malgré un climat incertain pour les affaires, après le départ d'autres groupes étrangers comme [HSBC](#) et [Barclays](#). Rosbank a affirmé coopérer pleinement avec les autorités et a nommé un président par intérim, Igor Antonov, jusque-là premier vice-président de l'établissement. La Société Générale n'a fait pas de commentaires, une porte-parole soulignant simplement que seules deux personnes sont mises en cause et pas Rosbank elle-même.

La banque française commençait tout juste à tirer les fruits du plan de la restructuration de ses activités russes. L'an dernier, Rosbank a perdu 10% de ses effectifs, rationalisé son réseau et cédé ses activités biélorusses et de recouvrement. Cela a permis à la Société Générale de renouer avec les bénéfices dans le pays au

premier trimestre 2013. Le résultat net de ses enseignes russes atteint 19 millions d'euros à fin mars, contre une perte de 20 millions d'euros un an plus tôt. Une goutte d'eau face au montant de 1,7 milliard d'euros investi entre 2006 et 2008 pour prendre le contrôle de Rosbank, que la Société Générale a déprécié à hauteur de 250 millions d'euros l'an dernier.

Elle avait pris 20% du capital de la banque russe en 2006, avant de lui apporter en 2011 ses filiales DeltaCrédit et Rusfinance, puis BSGV, son autre réseau russe. La banque de la Défense détient aujourd'hui 82,4% de Rosbank, le reste étant entre les mains d'actionnaires russes tels le conglomérat industriel Interros Holding et la banque VTB. Troisième établissement à capitaux privés par son réseau d'agences, Rosbank revendique la quatrième place du marché russe dans la banque de détail, loin derrière les géants publics Sberbank et VTB.

HSBC taille encore plus dans ses coûts et ses effectifs

La banque a annoncé des réductions de coûts supplémentaires de 2 à 3 milliards de dollars d'ici à 2016. Jusqu'à 14.000 postes sont menacés

par STÉPHANIE SALT, À LONDRES

Stuart Gulliver maintient le cap. Lors d'une journée dédiée aux investisseurs hier, le directeur général d'HSBC a réaffirmé la pertinence du plan stratégique dévoilé en 2011. Au cours de ces deux dernières années, le groupe est sorti de 52 marchés non-stratégiques - dont 12 doivent encore être finalisés - et réalisé des économies de coûts de 4 milliards de dollars au travers notamment de la suppression de quelque 40.000 emplois. Le directeur général a insisté sur le positionnement géographique adapté du groupe. « Nos 22 marchés domestiques et prioritaires vont représenter approximativement 58% de l'ensemble de la croissance des revenus bancaires au niveau mondial d'ici à 2020 », a-t-il expliqué, « au cours des trois prochaines années, nous nous concentrerons sur la croissance discrétionnaire des actifs pondérés en

fonction des risques dans nos marchés émergents et dans la banque commerciale ». Cette deuxième phase de la stratégie va également se traduire par une nouvelle rationalisation des coûts à hauteur de 2 à 3 milliards de dollars entre 2014 et 2016, avec quelque 4.000 à 14.000 suppressions de postes supplémentaires. Au total, les effectifs d'HSBC dans le monde à horizon

La relance du chiffre d'affaires est un défi

2016 se situeront entre 240.000 et 250.000 personnes, comparé à 295.000 en 2010. La banque s'est aussi fixée pour objectif de relever progressivement ses dividendes et d'atteindre un ratio common equity Tier 1, conformément aux règles de Bâle 3, supérieur à 10%. Son objectif de rentabilité des fonds propres (ROE)

dans une fourchette comprise entre 12 et 15% a également été réaffirmé. En revanche, le groupe bancaire a retoqué son rapport coût-efficacité en se fixant désormais un objectif de 55% comparé à une cible de 48 à 52% entre 2011 et 2013. L'an dernier, le groupe a atteint un ratio de 63%, ramené à 53% au premier trimestre cette année. « Nous obtenons des résultats en matière de réduction de coûts », a indiqué Stuart Gulliver, « en revanche, nous ratons notre objectif en matière de rapport coût-efficacité en raison des revenus, qui restent difficiles à contrôler. La croissance de notre chiffre d'affaires est clairement un défi ». Stuart Gulliver recherche désormais à atteindre un objectif « réaliste » et comparable à celui des autres banques du secteur. A la Bourse de Londres, l'action d'HSBC a fini en hausse de 1,07% hier.

12

Julius Baer profite de l'intégration de la gestion privée de Merrill Lynch

La banque suisse, dont les actifs sous gestion ont bondi grâce à l'apport partiel d'IWM, se montre prudente pour la collecte 2013

par BENOÎT MENU

Pas à pas, Julius Baer change comme promis de dimension grâce à l'intégration d'IWM (International Wealth Management), qui regroupe les activités de gestion de fortune de Merrill Lynch en dehors des Etats-Unis. En témoigne le point d'activité publié hier, tenant compte pour la première fois d'un processus de transfert qui prendra encore deux ans et respectant pour l'heure le calendrier prévu. En incluant les apports directs d'IWM de 24 milliards de franc suisses (19,2 milliards d'euros), à savoir 11 milliards basés en Suisse au 1er février et 13 milliards en Uruguay, au Chili, au Luxembourg et à Monaco au 1er avril, les actifs sous gestion de Julius Baer s'élèvent à 220 milliards au 30 avril, en progression de 16% depuis fin 2012. Le groupe doit encore intégrer entre 57 et 72 milliards

d'actifs (notamment cette année au Royaume-Uni, à Singapour et à Hong Kong), dont le coût d'acquisition atteindra 1,2% des encours effectivement transférés.

La hausse des encours a pourtant déçu les observateurs, d'autant que Julius Baer fait vœu de prudence sur la collecte. Si la progression des actifs a été soutenue sur quatre mois par un impact favorable de l'évolution des marchés et des taux de change et par une collecte nette positive, cette dernière s'est révélée « volatile » de l'aveu même de la banque, et, surtout « quelque peu » en-deçà sur une base annualisée de l'objectif à moyen terme de 4 à 6% des actifs sous gestion. Tout en affichant sa confiance sur le potentiel des « marchés de croissance », Julius Baer a ainsi prévenu que le taux de collecte 2013 pourrait bien se situer « proche de la limite basse » de l'objectif à moyen

terme, sur fond d'accords de transparence fiscale conclus entre la Suisse et divers pays européens.

La banque se targue pourtant d'une amélioration de l'activité de la clientèle ces derniers mois, source d'une meilleure tenue des indicateurs de rentabilité. Hors actifs transférés d'IWM, la marge brute s'établit en 2013 à fin avril à 99 points de base, 5 de mieux qu'au second semestre 2012. Avec les transferts, cet indicateur s'élève à 98 points de base, pour un coefficient d'exploitation ajusté (notamment hors coûts d'intégration et de restructuration) « inférieur à 70% » contre 71,6% au second semestre 2012. Julius Baer se félicite de cette amélioration acquise alors même que le coefficient des actifs d'IWM est supérieur à celui du groupe.

La Maif s'adapte à la conjoncture en gelant ses tarifs auto

Face à la baisse du pouvoir d'achat et à la future loi sur la consommation, la mutuelle veut modérer ses prix pour rester dans la course

par AMÉLIE LAURIN

La Maif prend ses concurrents de court. La mutuelle niortaise a annoncé hier le gel de ses tarifs d'assurance auto en 2014. «*Nous faisons cette annonce exceptionnellement tôt dans l'année, reconnaît son PDG Roger Belot. Le conseil d'administration décidera en septembre s'il s'agit d'un maintien ou d'une baisse*», après deux années de légère hausse. La Maif explique son geste commercial par des résultats 2012 convenables, ainsi que par la baisse du pouvoir d'achat des Français et le futur projet de loi Hamon sur la consommation.

Celui-ci devrait permettre de [résilier à tout moment son contrat d'assurance auto et habitation](#), au-delà de la première année d'engagement. «*Le ministre part d'une bonne intention mais c'est une fausse bonne idée*», estime le PDG de la Maif qui craint une augmentation du taux de rotation de clients «zappeurs», une

hausse des frais de commercialisation et une baisse de la qualité des contrats. Le Groupement des entreprises mutuelles d'assurance (Gema) doit d'ailleurs dévoiler aujourd'hui une étude démontrant la nocivité supposée de la réforme, au regard de celles menées ailleurs, en premier lieu au Royaume-Uni. «*Nous sommes persuadés que le modèle*

Baisse du chiffre d'affaires

mutualiste est celui qui permet de maîtriser les prix», déclare Roger Belot. Pour preuve, «*la Maif a baissé ses prix de 8 % en dix ans*», assure son directeur Pascal Demurger, face à une hausse de 11% pour le marché de l'assurance auto et de 19% pour l'inflation.

La Maif a également annoncé hier une nouvelle offre auto et habitation destinée

aux jeunes, complétée par un contrat risques professionnels pour les nouveaux enseignants, son vivier naturel, et par une complémentaire santé élaborée par la MGEN, la mutuelle de l'Education nationale, pour les autres actifs de moins de 30 ans. Pour deux ou trois contrats souscrits, elle propose des réductions tarifaires tout en se défendant de tomber dans le *low cost*.

La Maif s'estime par ailleurs en bonne voie dans la réorganisation de son dispositif commercial et de gestion des sinistres, [malgré une baisse de son chiffre d'affaires l'an dernier](#). Celui-ci a reculé de 1,8 % à 3,04 milliards d'euros, après le recul de la collecte en assurance vie (92 millions contre 150 millions en 2011). Le résultat net a en revanche triplé, à 157 millions d'euros, grâce à l'amélioration des produits financiers (257 millions d'euros).

13



CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{ER} TRIMESTRE 2013 À 170,7 M€ LA CROISSANCE HORS EUROPE RESTE TOUJOURS FORTE

Chiffre d'affaires consolidé (1^{er} janvier au 31 mars)

En M€ - non audité	31/03/2013	31/03/2012
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre	170,7	181,6

L'INTERNATIONAL PORTE LA CROISSANCE DU GROUPE

Comme attendu, le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2013 à 170,7 M€ est pénalisé par une base de comparaison particulièrement élevée et par une activité en Europe en repli. Cette tendance a été amplifiée par une météo particulièrement défavorable (intempéries hivernales) et deux jours ouvrés en moins par rapport à l'année dernière. La semaine pascale, en mars cette année, a entraîné notamment un fonctionnement au ralenti de nombreux sites sur la période.

Le chiffre d'affaires produits & fonctions s'inscrit à 163,4 M€ contre 171,8 M€ au 31 mars 2012.

Avon Automotive réalise une excellente performance avec un chiffre d'affaires produits & fonctions qui progresse de 5% par rapport à l'an dernier, le mois de mars constituant même un record historique. Sur la période, cette division représente 45,8% de l'activité du Groupe. Cette bonne résistance est liée au marché nord-américain toujours dynamique et au positionnement de Avon Automotive Europe qui réalise environ 50% de son activité sur la seconde monte, les véhicules utilitaires et

après des constructeurs premium, segments moins sensibles à l'environnement économique.

Le périmètre historique MGI Coutier est en repli de 12,2% au global, mais progresse de 0,5% sur les entités hors France.

POURSUITE DU RENFORCEMENT DE LA STRUCTURE FINANCIERE

Sur la période, MGI Coutier améliore son endettement financier qui baisse de 1,8 M€, pour mémoire l'endettement financier net du Groupe était de 59,6 M€ au 31 décembre dernier, et cela malgré l'acquisition du site Avon Automotive à Tondela (Portugal) qui était jusque-là en location.

NOUVEL OBJECTIF DE CROISSANCE POUR 2013

Pour l'ensemble de l'exercice, le Groupe devrait afficher une croissance de son chiffre d'affaires consolidé avec une bonne dynamique du périmètre hors Europe de l'Ouest et une croissance toujours soutenue en Amérique du Nord.

Les résultats annuels du Groupe devraient être une nouvelle fois en progression malgré des investissements qui resteront particulièrement soutenus.

Prochain communiqué : Chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2013, le 24 juillet 2013 après bourse

Euronext Paris - Compartiment C - ISIN : FR0000053027 - Reuters : MGIP.PA - Bloomberg : MGIC

Actus Lyon : Amalia Naveira - Tél : 04 72 18 04 93 - anaveira@actus.fr

TAUX & CHANGES

INDICES OBLIGATAIRES BARCLAYS CAPITAL						NIVEAUX MOYEN D'EMISSION SUR LES TCN								
	Adjusted Duration	Total Return	M-T-D Return	Y-T-D Return	Inception Return	MàJ : 02-05-2013								
						Échéance	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	5 mois	6 mois	9 mois	1 an
US Treasury	5,37	-0,13	-0,96	-0,26	1959,10	Corporates								
1 - 3 years	1,90	0,00	-0,06	0,17	150,34	A-1+/P-1/F-1+	-3,5	-2,3	-1,3	-0,3	2,7	5,8	9,0	13,0
3 - 5 years	3,82	-0,06	-0,48	0,12	230,53	A-1/P-1/F-1	-2,0	-0,8	0,5	4,3	8,0	11,0	18,7	23,3
5 - 7 years	5,76	-0,16	-1,08	0,01	284,24	A-2/P-2/F-2	1,3	3,3	4,8	10,7	17,0	21,0		
7 - 10 years	7,77	-0,24	-1,66	-0,25	319,99	A-3/P-3/F-3	15,5	24,3	33,0					
10+ years	16,59	-0,56	-4,02	-2,56	2886,00	ABCP								
US Corporate	7,06	-0,18	-1,07	0,54	2354,30	A-1+/P-1/F-1+	-0,7	1,7	5,7	N/A	N/A	N/A		
US High Yield	3,97	-0,09	0,51	5,29	1450,40	A-1/P-1/F-1	5,8	3,0	7,0	N/A	N/A	N/A		
Euro-Aggregate	5,68	-0,07	-0,40	2,20	113,10	Banques								
Treasury	6,42	-0,11	-0,63	2,25	112,69	A-1+/P-1/F-1+	-13,8	-9,3	-2,0	-0,2	0,5	2,8	9,3	14,8
1 - 3 years	1,89	-0,03	-0,03	0,98	74,43	A-1/P-1/F-1	-6,8	-3,0	4,0	6,3	9,3	13,0	21,8	30,3
3 - 5 years	3,67	-0,04	-0,20	1,41	101,72	A-2/P-2/F-2	0,8	8,3	21,8	29,0	39,3	54,5		
5 - 7 years	5,33	-0,08	-0,44	2,65	122,41	Supras								
7 - 10 years	7,22	-0,10	-0,80	3,06	131,37	A-1+/P-1/F-1+	-11,3	-8,0	-6,8	-4,8	-3,0	-1,7	1,0	3,3
10+ years	12,71	-0,26	-1,49	3,27	157,27	Les niveaux sont des niveaux estimatifs. L'indice est contribué par 4 contributeurs avec un minimum de 2 contributeurs par niveau.								
Corporate	4,41	-0,05	0,10	2,05	112,91	EuroMTS Index (ex CNO-Etrix)								
Financial	4,13	-0,07	0,14	2,20	109,44									
Industrial	4,61	-0,03	0,02	1,66	118,69		1-3 ans	3-5 ans	8-7 ans	7-10 ans	10-15 ans	+15 ans	Global ans	
Utility	4,91	-0,05	0,25	3,05	134,48	Index	136,25	140,68	143,95	146,70	150,62	155,98	143,50	
AAA	6,01	-0,02	-0,65	0,41	113,32	Duration	1,95	3,55	5,24	7,27	9,72	13,94	6,37	
AA	6,25	0,01	-0,55	1,11	104,03	Modified Duration	1,88	3,41	5,03	6,97	9,30	13,32	6,10	
A	4,53	-0,03	0,10	2,46	99,25	Convexity	5,59	15,90	32,46	61,35	110,99	264,71	76,11	
BAA	5,30	-0,21	-0,21	5,01	119,63	Average Coupon	3,92	5,29	4,41	4,00	4,23	5,52	4,59	
Sovereign/Supra.	5,93	0,00	-0,44	1,21	120,61	Average Maturity	2,04	3,93	5,96	8,65	12,47	23,94	8,85	
Collateralised	4,19	-0,01	0,02	2,96	111,60	Average Yield	4,06	4,14	4,20	4,31	4,52	4,67	4,43	
Euro-Aggregate 500+	5,69	-0,08	-0,41	2,19	113,44	Weight	25,75	21,76	12,62	19,78	5,44	14,66	100,00	
Euro High Yield	3,53	-0,12	0,54	4,72	142,03	Index Change	0,09	0,18	0,25	0,26	0,24	0,28	0,20	
						Yield Change	-0,03	-0,04	-0,03	-0,02	-0,02	-0,01	-0,02	

ACTIONS

Indices Français						Indices Américains							
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)		Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)				
CAC 40	3982,23	0,41	3983,05	15/05/2013	2922,26	01/06/2012	Etats-Unis						
SBF 120	3063,00	0,45	3063,90	15/05/2013	2252,28	01/06/2012	DJ Industrial	15275,69	0,40	15301,34	15/05/2013	12035,09	04/06/2012
SBF 250	2990,28	0,44	2991,12	15/05/2013	2204,34	01/06/2012	S&P 500	1658,78	0,51	1661,49	15/05/2013	1266,74	04/06/2012
							Nasdaq Composite	3471,62	0,26	3475,48	15/05/2013	2726,68	04/06/2012
							Nasdaq 100	3002,62	0,22	3005,02	14/05/2013	2443,92	04/06/2012
							Canada						
Europe							S&P / TSX	12473,65	-0,82	12904,70	12/03/2013	11209,55	04/06/2012
DJ Stoxx 50	2820,94	0,83	2822,27	15/05/2013	2209,56	04/06/2012	Mexique						
DJ Euro Stoxx 50	2809,58	0,50	2809,83	15/05/2013	2050,16	01/06/2012	Bolsa	41905,23	-0,05	46075,04	29/01/2013	36756,08	18/05/2012
DJ Stoxx 600	308,06	0,79	308,14	15/05/2013	233,48	04/06/2012	Brésil						
FT Eurofirst 100	3669,87	0,62	3672,25	15/05/2013	2845,36	01/06/2012	Bovespa	54936,41	0,49	63472,55	03/01/2013	52212,92	23/07/2012
Allemagne							Indices asiatiques						
Dax	8362,42	0,00	8368,06	15/05/2013	5914,43	05/06/2012							
Grande-Bretagne							Japon						
FTSE 100	6693,55	0,11	6701,68	15/05/2013	5229,76	01/06/2012	Nikkei 225	15096,03	2,29	15108,83	15/05/2013	8238,96	04/06/2012
Espagne							Topix	1252,85	1,79	1259,63	15/05/2013	692,18	04/06/2012
Ibex 35	8582,50	1,27	8756,90	28/01/2013	5905,30	23/07/2012	Hong-Kong						
Italie							Hang Seng	23044,24	0,50	23944,74	04/02/2013	18056,40	04/06/2012
S&P / MIB	17492,97	1,03	17983,63	30/01/2013	12295,76	25/07/2012	Australie						
Suisse							S&P / ASX	5191,66	-0,56	5249,60	15/05/2013	3985,00	04/06/2012
SMI	8313,08	1,53	8325,90	15/05/2013	5712,13	05/06/2012	Chine						
Pays-Bas							Shanghai A	2328,51	0,36	2558,83	18/02/2013	2041,16	04/12/2012
AEX	366,07	0,65	366,45	15/05/2013	281,00	04/06/2012	Corée du Sud						
Belgique							Kospi	1971,26	0,12	2042,48	03/01/2013	1758,99	25/07/2012
BEL 20	2728,51	0,14	2748,71	10/05/2013	2033,88	01/06/2012	Taiwan						
Danemark							Taipei Wght	8318,59	0,81	8322,69	09/05/2013	6857,35	04/06/2012
KFX	556,79	0,20	564,61	05/03/2013	415,15	04/06/2012	Thailande						
Finlande							SET	1630,09	0,41	1635,42	15/05/2013	1099,15	05/06/2012
HEX	6449,15	0,79	6449,15	15/05/2013	4785,00	04/06/2012	Indonésie						
Norvège							Jakarta Composite	5089,88	0,16	5115,64	10/05/2013	3635,28	04/06/2012
OBX	450,90	-0,03	453,55	10/05/2013	339,77	04/06/2012	Inde						
							BSE	3441,53	0,26	3451,04	15/05/2013	2698,90	04/06/2012

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911 - 8 rue du Sentier, Paris 2e - Site Internet : www.agefi.fr. Pour joindre directement vos correspondants : Par téléphone : Standard 01 53 00 26 26 - Rédaction (2703) - Par fax : Administration (2627) - Rédaction (2728) - Par e-mail : 1^{re} lettre du prénom@agefi.fr. **Direction** Directeur général, directeur de la publication, directeur éditorial : Philippe Mudry (2704), Directeur général délégué en charge de la gestion et du développement : François Robin (2634), Directeur commercial : Laurent Luiset (2692) **Rédaction** Rédacteur en chef : Alexandre Garabedian (2646), Rédacteur en chef adjoint : Olivier Pinaud (2608), Rédacteurs : Yves-Marc Le Rèour (2667), Patrick Aussannaire (2661), Antoine Duroyon (2747), Bruno de Rouilhac (2737), Antoine Landrot (2719), Amélie Laurin (2687), Benoît Menou (2721), Solenn Poullennec (2712), Bruno Sillard (2743), Secrétaire de la rédaction : Laurence Cattelan (2703) **Edition-Réalisation** Rédacteur en chef technique : Philippe Bonnet (2742), Régine Kuhn (2735) **Diffusion-Abonnements-Éditions** Service abonnements : Tel : 01 53 00 26 62 - Fax : 01 53 00 27 25 E-mail : abonnements@agefi.fr. **Publicité** Directrice marketing client : Cécile Valéri, Responsable réabonnement : Armelle Duthell (2722), Service relation client : Sabrina Del Rosario (2662), Catherine Mosqueron (2612), Responsable des éditions : Marie-Caroline Crabos (2716) **Publicité** Directeur de la publicité : Anne-Sophie Belin (2680). **Publicité commerciale et web** : Directeur de Clientèle : Angélique Bertaut (2637), Chef de Publicité : Claire Vanel (2644). **Publicité financière** : Directeur de Clientèle : Adeline Tisseyre (2603). **Publicité internationale** : Directeur : David Causseu (06 07 40 54 53). **Trafic Manager** (print et web) : Sébastien Lertz (2633). **Marketing-Multimédia** Directrice : Laetitia Menesguen, Chef de projet : Alexandra Thiellet, Chef de produit acquisition : Caroline Belmas, Webmaster : Audrey Rouger **Administration-Finance** Responsable administratif et financier : Laurence Limousin (2688), Chef du service informatique : Jean-François Martins (2709). L'Agefi Quotidien est édité par : AGEFI SA, capital : 7 029 000 €, siège social : 8, rue du Sentier Paris 2e, RCS : Paris B 334 768 652, Siret : 33476865200052, TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652. Principal actionnaire : FININTEL, N° Commission Paritaire : 0515 W 90405, N° ISSN : 1776-3193

Cisco fait mieux que prévu

Cisco Systems a fait état de résultats trimestriels meilleurs que prévu, ce qui semble suggérer que les clients du numéro un mondial des équipements réseaux commencent à augmenter leurs dépenses technologiques. John Chambers, directeur général du groupe américain, a déclaré que l'entreprise entrevoyait des signes positifs «dans un environnement économique qui tourne au ralenti tout en étant stable». «Nous commençons à voir de bons signes aux Etats-Unis et dans d'autres parties du monde, ce qui est encourageant», a indiqué le dirigeant. Sur le troisième trimestre de l'exercice, clos le 27 avril, les ventes de Cisco ont progressé de plus de 5% à 12,2 milliards de dollars, pour un bénéfice net de 2,5 milliards contre 2,17 milliards un an plus tôt. La marge brute s'est élevée à 63% contre un objectif de 61 à 62% affiché par le groupe américain.

Le FMI débloque un prêt pour Chypre

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international a donné son feu vert à un prêt de 1,3 milliard de dollars pour Chypre dans le cadre d'un plan d'aide international représentant quelque 10 milliards d'euros. Un versement immédiat de 110,7 millions de dollars doit être effectué.

Bruxelles enquête sur l'aide espagnole à Ford

Les services antitrust de la Commission européenne cherchent à déterminer si le projet de l'Espagne de fournir une aide de 25,2 millions d'euros à une usine de Ford constitue un avantage déloyal. Le constructeur automobile américain s'attend à essuyer une perte de 2 milliards d'euros cette année en Europe.

Suntech obtient un nouveau sursis de ses créanciers

Le fabricant chinois de panneaux solaires, dont la principale filiale est insolvable, a conclu un accord avec certains de ses créanciers pour différer jusqu'au 28 juin ses obligations sur un prêt de 541 millions de dollars. Un sursis avait déjà été accordé par 60% des porteurs obligataires jusqu'au 15 mai.

L'UE taxe les importations de vaisselle chinoise en céramique

L'Union européenne a annoncé dans son Journal officiel qu'elle allait imposer des droits de douane dissuasifs aux importations chinoises de vaisselle et d'ustensiles de cuisine en céramique, pour cause de dumping. Les importations de céramique chinoise subiront à partir de jeudi des taxes comprises entre 13,1% et 36,1%.

Baisse généralisée de la production industrielle américaine

La production industrielle s'est contractée plus fortement que prévu aux Etats-Unis en avril, reflétant une baisse généralisée de la production manufacturière et un recul de la demande de services collectifs pour des raisons climatiques. Elle a diminué de 0,5% le mois dernier après une hausse de 0,3% en mars (révisé de +0,4%).

Lonrho reçoit une offre d'achat à près de deux fois son cours

Le conglomérat britannique, surtout présent en Afrique, a reçu une offre d'achat de 175 millions de livres (207 millions d'euros). Un véhicule d'investissement contrôlé par

l'investisseur suisse Thomas Schmidheiny et son compatriote Rainer-Marc Frey offre de racheter Lonrho pour 10,25 pence par action, soit avec une prime de 97,1% sur le cours de clôture de mardi.

Contraction inattendue de l'indice Empire State

La production manufacturière de la région de New York s'est contractée de manière inattendue en mai, atteignant son plus bas niveau depuis quatre mois, montrent les chiffres publiés mercredi par la Fed de New York. Son indice «Empire State» est ressorti à -1,43 contre 3,05 en avril, alors que le consensus des économistes attendait une hausse à 4,0.

La France veut se concentrer sur des réformes de compétitivité

Le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, a fait état mercredi d'un accord avec François Hollande sur la nécessité de mener des réformes en France, en particulier pour accroître la compétitivité de l'économie française. Le chef de l'Etat a confirmé que «le temps qui est donné doit être mis au service de réformes de compétitivité et donc de

croissance».

Camouflet pour David Cameron sur l'Europe

Plus de cent élus conservateurs aux Communes ont ouvertement défié le Premier ministre britannique en votant pour une motion critiquant la position prise par le gouvernement au sujet des relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Au total, 130 députés ont voté pour la motion, et plus d'une centaine devaient être identifiés comme venant des rangs conservateurs à la publication des détails du vote.

Le patron du fisc américain limogé

Barack Obama a limogé le directeur par intérim du fisc américain Steven Miller, en réponse à la controverse provoquée par la sélection délibérée de groupes conservateurs par des agents des impôts. Le secrétaire au Trésor Jack Lew a demandé et accepté la démission de Steven Miller, réclamée par l'opposition, dans l'espoir de rétablir la confiance du public dans l'Internal Revenue Service, selon le président américain.

15

D'autres essentiels à lire sur notre site :



La CFTC fait des concessions sur les swaps

Le régulateur américain des dérivés a dévoilé de nouvelles règles concernant l'encadrement des swaps, visant à davantage de transparence. La CFTC donne notamment raison aux courtiers comme ICAP ou GFI en autorisant le maintien du courtage par la voix au sein des nouvelles plateformes d'échange (SEF ou Swap execution facilities).

Banque dépositaire - conservateur

Administration de fonds

Services aux émetteurs

www.caceis.com



caceis
INVESTOR SERVICES

solid & innovative

Hong Kong revient en force sur les IPO

La filiale d'ingénierie du chinois Sinopec, le plus important raffineur asiatique, a levé, selon IFR, 1,4 milliard d'euros dans le cadre de son introduction en Bourse de Hong Kong. Si l'opération représente la plus importante IPO sur la place asiatique depuis près de six mois, elle est réalisée à un prix proche du bas de la fourchette indicative. Le groupe avait en effet publié une fourchette par action de 9,80 à 13,10 dollars de Hong Kong. Les investisseurs seront finalement servis à un prix unitaire de 10,50 dollars, pour un total de 1,33 milliard de titres. L'opération réussie par Sinopec Engineering survient au lendemain de celle menée par China Galaxy Securities, mettant en lumière un certain regain de vigueur du marché des IPO à Hong Kong. De quoi hisser la place au troisième rang mondial cette année derrière New York et Sao Paulo.

Jana Partners prend position dans Zynga

Contrôlé par le gérant alternatif Barry Rosenstein, Jana Partners détient 24,6 millions d'actions de catégorie A du développeur de jeux en ligne. Le gérant est connu pour son activisme au sein des sociétés qu'il compte en portefeuille.

Les Etats-Unis investissent dans la santé

L'administration Obama a dévoilé mercredi une initiative d'un milliard de dollars visant à financer des innovations dans le domaine de la santé. Objectif: réduire les coûts de la délivrance des soins tout en améliorant la qualité des résultats thérapeutiques.

BlackFin Capital Partners devient majoritaire dans Finanzen.de

Le fonds dédié aux services financiers a fait part hier d'un investissement majoritaire dans Finanzen.de, première place de marché de « leads » financiers et d'assurance en Allemagne. Avec le soutien de BlackFin, Finanzen.de entend pouvoir exporter son modèle en Europe et particulièrement en France.

Les actifs américains à long terme font moins recette

Les investisseurs étrangers ont vendu des valeurs mobilières américaines à long terme pour le deuxième mois d'affilée en mars, a indiqué le Trésor des Etats-Unis mercredi. Les étrangers ont vendu pour 13,5 milliards de dollars de ce type de valeurs durant le mois après des ventes de 13,3 milliards le mois précédent.

Deutsche Telekom va nommer un nouveau directeur financier

L'opérateur allemand de télécommunications s'apprête à nommer Thomas Dannenfeldt au poste de directeur financier du groupe, croit savoir le *Handelsblatt*. Actuellement en charge des finances de la filiale allemande, Thomas Dannenfeldt succédera à Timotheus Hoettges qui deviendra le nouveau directeur général à la fin de l'année.

La bonne tenue de l'immobilier américain se confirme

Le sentiment des promoteurs immobiliers s'est amélioré en mai, suggérant que la reprise du marché du logement ne s'essouffle pas, montre l'enquête mensuelle de la fédération des constructeurs de logements. L'indice NAHB/Wells Fargo est monté à 44 en mai, contre 41 en avril, alors que les

économistes interrogés par Reuters attendaient en moyenne une remontée un peu plus légère, à 43.

Recul plus fort que prévu des prix à la production aux Etats-Unis

Les prix à la production aux Etats-Unis ont enregistré le mois dernier leur plus forte baisse en trois ans, reflétant une faible pression inflationniste qui offre plus de latitude à la Réserve fédérale pour poursuivre sa politique monétaire ultra-accommodante. L'indice des prix à la production corrigé des variations saisonnières a reculé de 0,7% en avril, contre un consensus Reuters de -0,6%.

Severn Trent rejette les avances d'un consortium de fonds

La compagnie d'eau britannique a rejeté hier l'offre d'achat informelle d'un consortium incluant Borealis Infrastructure et Kuwait Investment Office en estimant qu'elle la sous-évaluait. Severn Trent avait annoncé mardi avoir été approchée après la publication par Financial News d'un article selon lequel elle pourrait être la cible d'une OPA de 5,3 milliards de livres (6,25 milliards d'euros).

Le préfinancement du

CICE se fait à un taux moyen de 3,6%

Auditionné par des commissions de l'Assemblée nationale (lire aussi page 11), le directeur général de bpifrance, Nicolas Dufourcq, a indiqué que le préfinancement du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) par Oseo, la branche financement, se faisait à un taux moyen de 3,6%. Des dossiers de préfinancement du CICE pour un montant total de 500 millions d'euros ont été bouclés ou sont à l'étude par Oseo.

Ubisoft confiant pour 2013-2014

La société a vu ses ventes progresser de 8,7% au dernier trimestre de son exercice décalé 2012-2013, clos le 31 mars (+9,9% à taux de change constants), bouclant son année sur une hausse de 18,4% (+13,5% à taux constants) à 1,256 milliard d'euros. Son résultat opérationnel a atteint 100,3 millions d'euros, contre 56 millions un an auparavant. Pour 2013-14, il table sur des ventes comprises entre 1,42 et 1,45 milliard d'euros et sur un résultat opérationnel compris entre 110 et 125 millions.

16

D'autres essentiels à lire sur notre site :



L'internationalisation du yuan gagne le private equity

Highland Capital Management, société de private equity placée sous la houlette du gouvernement de la province chinoise du Yunnan, vise la levée de 15 milliards de yuans (1,9 milliard d'euros) pour un fonds destiné à investir en Asie du Sud-Est dans les secteurs de l'immobilier et des ressources naturelles.

Nordea

Combining the best of Big and Boutique*



Contactez-nous au +33 1 56 43 50 29

www.nordea.fr

Investment Funds

*Combiner la taille d'un grand groupe et l'esprit boutique

BRUNO HALLAK Président de Deutsche Bank en France, **Groupe Deutsche Bank France**. (prise de fonction le 01/06/2013) 46 ans, Ecole des ponts ParisTech., DEA en économie. Début de carrière à la direction du Trésor (1991) puis en poste au sein du pôle Corporate finance de Deutsche Morgan Grenfell (1997). Merrill Lynch : en poste dans le



pôle Corporate finance notamment en qualité de Managing Director (2005) puis président de Merrill Lynch Capital Markets France. Deutsche Bank (depuis 2009) : co-responsable Global Banking, responsable de l'activité banque d'affaires puis responsable de toutes les activités de la Deutsche Bank en France (depuis 2013).

NADIA MACKENZIE
Responsable d'activité, pôle investisseurs institutionnels, **Crédit Foncier Expertise**. DES Immobilier expertise Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Début de carrière chez Bourdais expertise, en poste au sein du cabinet Maigné Gaborit (1997) puis au sein de The Retail Consulting Group Expertise (2004). Responsable d'activité dans le pôle investisseur du Crédit Foncier Expertise (depuis 2013). En parallèle, membre associé de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires.

JULIEN FRANÇAIS
Membre du directoire, **Compagnie Nationale du Rhône**. 39 ans, Ecole polytechnique, Mines ParisTech. Début de carrière chez France Telecom Marine (1998) comme chef de mission d'installation de liaisons sous-marines, en poste chez Achica (2000), plusieurs responsabilités au sein du Développement Numérique des Territoires à la Caisse des Dépôts (2002) puis responsable transport et services au département Développement, Filiales et Participations. Membre du directoire à la Compagnie Nationale du Rhône (depuis 2013).

ELISABETH AYRAULT
Membre du directoire, **Compagnie Nationale du Rhône**. 58 ans, DEA géographie urbaine, Institut d'administration des entreprises - IAE, DPLG Institut Agronomique de Montpellier, DPSU. Fondateur d'une agence d'architecture et d'urbanisme à Montpellier (1980).

Différents postes chez Suez (1991), chez Dumez Immobilier Promotion puis chez ELYO. Directeur de Sita Île-de-France puis directeur général délégué de Sita France. Membre du directoire de la Compagnie Nationale du Rhône (depuis 2013).

KARIM NATOURI
Directeur de la communication, **Groupe Humanis**. Diplômé de sciences politiques en relations internationales IEP Aix-en-Provence, DESS de droit et de gestion du transport maritime et aérien Faculté de droit, université Paul Cézanne Aix-Marseille III. Début de carrière dans le transport aérien, journaliste chez Aviation Magazine international (1989) puis à la Tribune de l'Assurance et à l'Agefi, pigiste sur les domaines de l'assurance pour des journaux à grand public et des journaux professionnels (1999-09), directeur de la communication et du développement durable au sein d'Aviva France (2009-11). Collaborateur pour divers projets internet et rédacteur sur le site des Echos (2012). Directeur de la communication du groupe Humanis (depuis 2013).

FRANÇOIS JURD DE GIRANCOURT
Directeur associé, pôle services financiers, **McKinsey and Company, Inc. France**. 36 ans, HEC, MBA Wharton School, University of Pennsylvania. Précédemment en poste chez Citigroup. McKinsey (depuis 2005) : en poste au pôle services financiers, directeur associé (depuis 2013).

FRANCK LAIZET
Directeur associé, pôle distribution, **McKinsey and Company, Inc. France**. 39 ans, Rouen Business School, Institut européen d'administration des affaires - Insead. Début de carrière dans l'industrie automobile, en France et à l'étranger, notamment en qualité de directeur administratif et financier. En poste au sein de McKinsey (depuis 2008) spécialisé dans la distribution sur des problématiques digitales et multicanales, directeur associé de McKinsey (depuis 2013).

MARK KOCIANCIC
Chief Financial Officer, membre du comité exécutif, **Scor**. diplôme de commerce, finance et économie, Chartered Accountant, Chartered Financial Analyst. Précédemment, en poste chez Ernst & Young dans les équipes assurances vie et non-vie, diverses responsabilités au sein du secteur de l'assurance non-vie dans les groupes St Paul Guarantee, Avalon Risk Associates et Tokio Marine. Scor US (2006) : Senior Vice President et Chief Financial Officer, Chief Financial Officer du Hub des Amériques de Scor (2008), Executive Vice President (2010), Deputy Group Chief Financial Officer au sein de Scor (2012) puis Chief Financial Officer et membre du comité exécutif de Scor (depuis 2013).

ETIENNE COUSSON
Directeur financier, **KFC France**. Magistère Banque-Finance Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Divers missions dans l'industrie notamment chez Schneider

Electric en République Tchèque en tant que planning assistant puis chez PSA Peugeot-Citroën comme planning analyst. KFC (depuis 2001) : responsable du contrôle de gestion et du développement de la franchise, directeur des opérations franchise et restaurant Excellence, directeur financier de KFC France (depuis 2013).

RAPHAËL MIOLANE
Directeur réseau KFC Europe de l'Est et Europe Centrale, **KFC France**. Master en finance Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand (2000), MBA Columbia Business School (2001). En poste chez Procter & Gamble à travers l'Europe (Suède, Suisse et France). Directeur de projets au sein du Boston Consulting Group. KFC France (depuis 2009) : directeur du planning stratégique au sein de l'équipe Finance, directeur financier (2010), directeur de réseau KFC Europe de l'Est et Europe Centrale (depuis 2013).

CLÉMENCE LAVAUR
Directeur du contrôle de gestion, **Carglass France**. ISC Paris Business School. Début de carrière en tant que contrôleur de gestion à la CNP (1999) puis responsable du contrôle de gestion au sein de la division infogérance de Capgemini (2002), directeur Yield & contrôle de gestion opérationnel au sein de Nouvelles Frontières (2007), directeur du contrôle de gestion chez Carglass (depuis 2013).



LA REVUE DE PRESSE

LBO France en quête d'un milliard d'euros

La société de private equity cherche à lever un milliard d'euros dans le cadre d'un nouveau fonds. Citant des sources proches, le quotidien indique que LBO France a d'abord cherché à récolter 350 millions au sein du fonds de 850 millions lancé en 2008 et investi en totalité, mais s'est heurtée à la frilosité d'investisseurs existants soucieux de ne pas souffrir des effets de la dilution impliquée par l'arrivée de nouveaux participants. L'opération désormais envisagée par la société dirigée par Robert Daussun constituera certainement selon le quotidien un test important de l'appétit des investisseurs pour la France.

FINANCIAL TIMES

La BNS maintient son cours plancher sur le franc

Fritz Zurbrugg, membre du conseil des gouverneurs de la Banque Nationale Suisse, indique au journal que l'institution maintiendra son cours plancher contre l'euro tant que le pays ne sera pas sorti de sa situation déflationniste. «*Le taux de change actuel semble toujours surévalué*», indique-t-il, ajoutant que le pays n'envisage pas la création d'un fonds souverain pour gérer ses réserves de change.

L'Hebdo

Paris et Rome doivent réformer plus vite

La France et l'Italie doivent travailler plus dur et plus vite pour résoudre leurs problèmes structurels, estime un allié de la chancelière allemande Angela Merkel dans un entretien au *Nei Osnabrücker Zeitung*. Michael Meister, chef adjoint du groupe parlementaire CDU au Bundestag, juge que Paris et Rome ont «*des problèmes structurels à résoudre, pas des problèmes économiques*».

NOZ

David Cameron hausse le ton sur les prix pétroliers

Les lois ayant fait de la manipulation du Libor une affaire criminelle pourraient être appliquées à la manipulation des prix pétroliers, a asséné le Premier ministre britannique selon le quotidien. Reuters avance par ailleurs que le producteur hongrois d'éthanol Pannonia est devenue la première entreprise à publiquement dire qu'elle s'était plainte auprès de Bruxelles dans ce dossier.

The Telegraph

Forte animation autour d'Actavis

Si Valeant Pharmaceuticals et Mylan réévaluent leurs options après le rejet de leurs offres de rachat sur Actavis, Novartis pourrait bien entrer dans la bataille en faisant sa propre offre sur le groupe valorisé 16 milliards de dollars, selon le journal qui cite des sources proches. De son côté, Actavis envisage un scénario alternatif en solo avec le rachat de son concurrent Warner Chilcott.

Wall Street Journal

Maurice Lévy fustige la politique étatiste de la France

Dans une tribune, le PDG du groupe Publicis s'en prend à la politique économique menée par la France en jugeant les structures administratives «*archaïques et incompréhensibles*» et dénonçant un «*Etat providence qui a déjà coûté bien trop cher*». Et d'ajouter que «*la gauche française caresse toujours le fantasme qu'elle peut redistribuer les richesses que la nation ne produit plus*».

Financial Times

Thomas Cook lance une augmentation de capital

Le voyageur devrait annoncer aujourd'hui selon la chaîne un projet de levée de quelque 400 millions de livres (473 millions d'euros) auprès de ses actionnaires. La taille précise de l'augmentation de capital faisait hier soir encore l'objet de discussions au sein du groupe, qui n'a pas souhaité commenter l'information selon la chaîne.

Sky News

L'AGEFI

le dispositif d'information 100% professionnel



L'AGEFI QUOTIDIEN

éditions de 7h et 14h

>> votre rendez-vous avec l'actualité des marchés

+ d'infos



L'AGEFI HEBDO

>> votre rendez-vous avec tous les métiers de la finance

+ d'infos

Informations et abonnements : www.agefi.fr

L'économie japonaise retrouve le sentier de la croissance

Soutenue par la hausse des dépenses des ménages et du commerce extérieur, la croissance du PIB japonais a atteint 3,5% au premier trimestre

par PATRICK AUSSANNAIRE

S'agit-il du premier signe de la rédemption tant espérée pour l'économie japonaise? Les chiffres publiés ce matin montrent une accélération de la reprise dans le pays avec une croissance du PIB qui a atteint 3,5% en rythme annuel au premier trimestre (0,9% en rythme trimestriel). Elle fait suite à une croissance de 0,3% au dernier trimestre 2012, et à deux trimestres consécutifs de contraction du PIB. Le niveau atteint est en outre bien meilleur que les 2,8% anticipés par le consensus, et traduit notamment une amélioration de la consommation privée, qui représente 60% du PIB japonais et a contribué, avec une hausse de 0,9%, à hauteur de 2,3 points à la croissance. Un rebond largement soutenu par la hausse des marchés actions. «Avec la hausse des dépenses de consommation, les effets de la politique menée par le cabinet de Shinzo Abe commencent à produire ses effets», a indiqué le ministre de l'Economie, Akira Amari.

Depuis sa prise de poste en décembre

dernier, le Premier ministre a lancé un programme de dépenses publiques de quelque 13.100 milliards de yens (environ 100 milliards d'euros) pour relancer l'activité et nommé un nouveau gouverneur de la BoJ qui a toutes latitudes monétaires pour ramener le yen à des niveaux plus faibles et atteindre un niveau d'inflation de 2% d'ici deux ans. Grâce à la chute du yen, qui revenait ce matin contre dollar à

Le recul de l'investissement se confirme

102,15 mais reste en baisse de près de 20% depuis début décembre 2012, le commerce extérieur a ainsi également pu apporter sa pierre à la croissance du premier trimestre, avec une hausse de 3,8% des exportations.

Les économistes interrogés par le Japan Center for Economic Research prévoient en moyenne une croissance de 2,4% sur l'année fiscale qui s'achèvera fin mars 2014, contre seulement 1,4% il

y a six mois. «Le Japon est clairement sorti de la période de stagnation de l'an dernier. Mais la clé est de savoir si Shinzo Abe est capable de proposer une stratégie de croissance susceptible de relancer les investissements des entreprises», estime Naoki Iizuka, économiste chez Citigroup. Le seul bémol sur les chiffres du premier trimestre a en effet été les dépenses d'investissement des entreprises qui ont chuté, de 0,7%, pour le cinquième trimestre consécutif.

En outre, depuis un mois le Japon paye le prix de sa politique ultra-expansionniste avec une hausse rapide des rendements des obligations d'Etat (JGB). La hausse du taux 10 ans qui a doublé en un mois a même contraint la BoJ hier à intervenir massivement en injectant 2.800 milliards de yens lors de ses opérations de refinancement, soit plus de trois fois le montant habituellement alloué, pour contrer la hausse des JGB.

19

L'action Google franchit la barre des 900 dollars sur fond d'innovation dans la musique

La capitalisation boursière dépasse 300 milliards. Le groupe californien lance un service d'écoute de musique sur abonnement

par ANTOINE DUROYON

Google inscrit de nouveaux records. L'action du groupe de Mountain View a progressé hier de 3,25% pour clôturer à 915,89 dollars. Une première depuis son introduction en Bourse en 2004, à 85 dollars l'action. Depuis le début de l'année, l'action affiche un gain de presque 30%. Google a également franchi un autre cap symbolique, avec une valorisation boursière portée hier à 300,66 milliards de dollars.

La trajectoire de Google tranche avec celle d'Apple et de Facebook. Le titre du groupe à la pomme s'est replié de plus de 20% depuis le début de l'année, tandis que celui du réseau social reste à un niveau inférieur de 30% à son cours d'introduction. Facebook fêtera samedi son premier anniversaire en Bourse. Google a aujourd'hui la préférence des

investisseurs, alors que Facebook peine à convaincre de sa stratégie dans le mobile.

Outre un relèvement d'objectif de la part des analystes de Morgan Stanley (de 932 à 996 dollars), ces performances boursières ont été stimulées par des annonces faites le jour de la traditionnelle conférence annuelle des développeurs, la fameuse Google I/O, qui s'est déroulée à San Francisco. Le groupe a présenté à cette occasion un nouveau service d'écoute de musique sur abonnement baptisé «All Access».

Pour 9,99 dollars par mois, il est disponible depuis hier aux Etats-Unis sur les smartphones et tablettes fonctionnant sous Android (le système d'exploitation maison pour terminaux mobiles) et viendra concurrencer des offres de streaming telles que Spotify ou Pandora en attendant la venue annoncée

sur le marché d'Apple et Amazon. Des accords de licence ont été conclus avec Sony Music et Warner Music, selon Bloomberg.

Le groupe a également présenté une version améliorée de son service de navigation et cartographie Google Maps, qui inclut désormais des informations contextuelles et des recommandations. Google entend renforcer la fidélité de l'utilisateur, alors que 900 millions de smartphones et tablettes sous Android ont été activés depuis la mise en place de la plate-forme. Les revenus par utilisateur tirés des applications ont également augmenté ; ils sont deux à deux fois et demi supérieurs par rapport à l'année précédente, selon les dirigeants de Google.